

***l'Anti*capitaliste**

n°250 | 10 juillet 2014 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

Leur "dialogue social" est malade



**VIVE NOS
MOBILISATIONS!**

REUTERS / KENZO TRIBOUILLARD

Dossier

**Jeux vidéo et
anticapitalisme**

Pages 6 et 7

ÉDITO

La catastrophe de l'austérité
Page 2

PREMIER PLAN

**Israël - Palestine:
déchaînement de violence
coloniale et raciste** Page 3



ACTU INTERNATIONALE

**État espagnol: Podemos,
un espoir parcourt l'Europe**
Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Edwy Plenel
Page 12





Par MATTHIEU CHAPUIS

La catastrophe de l'austérité

Le rapport sur l'accident de Brétigny vient de tomber, et le verdict est sans appel pour la direction de la SNCF, le gouvernement et leur politique de privatisation. Ni acte de malveillance ni hasard, c'est bien le manque d'entretien qui est à l'origine du déraillement du train qui a provoqué sept morts et des dizaines de blessés.

Voilà le résultat des réorganisations et des 30 000 suppressions de postes qui ont cours depuis plus de dix ans. De nombreuses brigades d'entretien des voies ont été supprimées, entraînant l'augmentation de l'étendue de leurs zones d'action, brigades contraintes de n'assurer que le travail urgent et non plus la prévention. La SNCF a désormais recours de plus en plus régulièrement à des sous-traitants pour assurer travaux et entretien du réseau. Elle avait même été avisée de la dangerosité de la ligne Paris-Limoges, allant jusqu'à ignorer la préconisation de limitation de vitesse à 100 km/h contre les 160 toujours en vigueur aujourd'hui.

La réforme ferroviaire qui vient d'être votée va aggraver cette situation, afin d'offrir un nouvel espace aux capitalistes pour se remplir les poches, sur le dos des cheminotEs et des usagerEs, laissant dépérir le réseau ferré tout en augmentant les tarifs. Les cheminotEs ont raison de se battre contre cette casse du service public. Ils avaient donc raison de faire une grève reconductible qui a permis de faire apparaître la classe ouvrière sur le devant de la scène politique, redonnant également un nouveau souffle aux luttes des intermittentEs et précaires, et des postierEs du 92. Depuis le 24 juin, c'est au tour des marins de la SNCM de rentrer dans le bal de la grève, pour refuser la mise en liquidation judiciaire de leur entreprise et les suppressions d'emplois.

Mais le gouvernement reste sourd aux aspirations du monde du travail, toujours plus enclin à défendre les intérêts de ses « amis de la finance ». C'est dans cet objectif qu'il a tenu la troisième conférence sociale. Le boycott imposé aux directions syndicales (CGT, FO et FSU) témoigne de l'envie de nombreuses équipes militantes d'en finir avec le « dialogue social » et d'entrer sur le terrain de la lutte de classes. Comme l'ont fait il y a quelques semaines les cheminotEs, et aujourd'hui encore les intermittentEs et précaires, les marins de la SNCM, ou les postierEs, l'heure est venue de généraliser toutes ces colères ouvrières!

BIEN DIT

Le seul objectif de ces conférences est d'obtenir la caution des organisations syndicales à la mise en œuvre des politiques d'austérité. Le monde du travail n'a rien à attendre de la conférence « sociale » des 7 et 8 juillet. [...] Qui peut croire que l'on peut obtenir des garanties pour les salariéEs, les fonctionnaires, les privés d'emploi, les retraitéEs, dans le cadre du pacte de « responsabilité » ? La commission exécutive de l'UD de Paris affirme que la CGT ne peut participer à cette mascarade.

Adresse de la CE de l'UD CGT de Paris au bureau confédéral, le jeudi 3 juillet 2014.

À la Une

Leur "dialogue social" est malade, achevons-le!

Il fallait tout l'aplomb d'un Manuel Valls pour oser tenir lundi 7 et mardi 8 juillet une « grande conférence sociale » censée être un temps fort du « dialogue social », le respect d'un des engagements du Président Hollande. Car la politique réelle du gouvernement c'est l'aplatissement devant le froncement de sourcil du patronat, le mépris des organisations de salariéEs, même les plus disponibles pour négocier des reculs.

Côté social, toutes les dernières annonces et décisions du gouvernement sont des régressions pour les salariéEs. Report du déclenchement du dispositif pénibilité pour le calcul de l'âge de départ en retraite, report de l'entrée en vigueur de la règle stipulant que les nouvelles embauches à temps partiel doivent fixer à 24 heures au minimum le temps de travail hebdomadaire, remise en cause des seuils sociaux déclenchant notamment la mise en place d'institutions représentatives du personnel. Et pour être cohérents, les ministres se sont relayés pour dénoncer les grévistes de la SNCF, de la SNCM, les intermittentEs du spectacle, tout en couvrant la politique régressive et répressive à La Poste, Toyota et ailleurs...

Des régressions même pas discutables

Côté dialogue, Valls, Sapin se font concurrence pour annoncer ces mesures, les faire approuver par des députés plus godillots que jamais – même les soi-disant contestataires – dès que le Medef fait connaître une exigence. Mais le comble du mépris est affiché par Sapin : « Nous avons à répondre à une très belle question : "Y a-t-il une finance heureuse, au service d'investissements heureux ?" Je l'exprimerai autrement et vous verrez ma part de provocation. Notre amie c'est la finance : la bonne finance ». Donc non seulement ministre des Finances mais ministre de La Finance, celle dont le candidat Hollande avait failli nous convaincre qu'elle était son

ennemie. La seule finance que nous connaissons est celle au service des actionnaires, des patrons, qui organise la fermeture des entreprises, le blocage des salaires, la dégradation des conditions de travail, la destruction des services publics. Ceci est bien le signe de l'évolution de la politique gouvernementale, entre les « promesses électorales » de Hollande et la mise en œuvre par Valls. Une politique d'attaques toujours plus violentes contre les salariéEs et de cadeaux toujours plus importants au patronat, actionnaires et financiers. Cette politique s'apparente à celles de régressions sociales sans précédent imposées par Blair en Grande-Bretagne et Schröder en Allemagne au début des années 2000.

Marché de dupes

Cette radicalisation antisociale de la politique gouvernementale met encore plus en évidence celles des organisations syndicales. Si Solidaires s'est extrait de ce borborygme, pas de surprise du côté des syndicats qualifiés de réformistes (CFTC, CFE-CGC, UNSA) qui cautionnent cette politique depuis des mois. Les reculs du gouvernement, annulant les maigres contreparties qui avaient servi de justification à la CFDT, n'ont pourtant pas convaincu Laurent Berger de se retirer. Pour FO qui s'est retirée en cours de conférence, la traditionnelle posture radicale ne rend pas compte de la politique réelle de la majorité des structures imprégnées de « dialogue social » et de « responsabilité ».

Pour la CGT, c'était aussi un moment de vérité mais non choisi. Comment



préservé son statut de première (?) organisation représentative des salariéEs ? Résultats électoraux, animation des luttes emblématiques, ces derniers mois mettent en lumière une situation contradictoire : la CGT reste perçue comme la confédération où se retrouvent les militantEs combattifs mais bien souvent en décalage par rapport à l'orientation confédérale. Ceci explique les campagnes anti-CGT menées par le patronat et largement répercutées par les médias. Son semi-retrait de la conférence sociale risque de poser plus de problèmes qu'il n'en résout... Et la FSU s'est aussi retirée de la comédie, emboitant bien tardivement le pas à la CGT.

Tout à gagner, par la lutte

Le gouvernement cherche la caution des « partenaires sociaux ». Le

patronat, dont toutes les revendications sont satisfaites, va poursuivre son offensive en exigeant la simplification du code du travail. Les représentantEs des salariéEs dignes de ce nom, n'avaient vraiment rien à faire dans cette arnaque.

Les intermittentEs et précaires, les cheminotEs, les marins de la SNCM, les postierEs, les milliers de manifestantEs contre l'Ayroultport de Notre-Dame-des-Landes, par leurs mobilisations montrent la voie qu'il faut suivre, le combat qu'il faut rejoindre. C'est là que se trouve la responsabilité des organisations syndicales, politiques et des associations qui refusent la politique des Hollande, Valls et Sapin : soutenir les luttes, aider à leur coordination, préparer l'affrontement avec ce gouvernement ami de la finance et du patronat.

Robert Pelletier

SARKOZY

Complot contre Paul Bismuth et crise politique



Il est loin le temps du fringant Sarkozy au Fouquet's. DR

Étonnant, le culot de Sarkozy s'indignant de « l'instrumentalisation politique de la justice », d'un « chef d'accusation grotesque », d'une « petite minorité militante » en parlant des magistrats... pour revendiquer que Paul Bismuth, son double, soit l'objet d'une procédure normale!

Toujours la même méthode, bluff et mensonges, accuser, dénoncer et poser, le cœur sur la main, à celui qui aime son pays et n'a jamais

trompé personne. Une victime, de toute évidence...

Culot et arrogance

« Corruption active », « trafic d'influence » et « recel

de violation du secret professionnel », mais pour l'homme des agapes du Fouquet's, il n'y a dans toutes ses aventures financières rien que de très normal, la routine du pouvoir décomplexé... Mais pour le commun des mortels, même sans saisir l'importance des sommes en jeu ni des réseaux d'influence impliqués, tout cela semble assez peu normal ! Les propos indignés des amis de l'ex-Président, dénonçant un « acharnement » ou comme Estrosi, « un tel déferlement de haine », n'arrivent pas à masquer l'in vraisemblable suite d'affaires auxquelles leur homme providentiel est mêlé. Même Juppé, certes un ami peu sûr, n'hésite pas à

Un monde à changer

EBOLA. L'Afrique de l'Ouest est actuellement sous le coup d'une virulente épidémie d'Ebola qui a fait dans les derniers mois 467 morts en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone. On estime à quelque 10 000 le nombre de cas d'Ebola depuis la découverte du virus il y a une quarantaine d'années.

L'épidémie actuelle est décrite comme « hors de contrôle » par Médecins sans frontières : c'est la première fois qu'Ebola touche autant de pays en même temps, avec des localisations jusqu'ici épargnées. Pourtant, les scientifiques connaissent bien cette fièvre hémorragique. Le virus se transmet aux humains par la consommation d'animaux infectés ou des contacts avec leur sang, leurs sécrétions ou leurs organes. Il peut se propager entre humains par des contacts, et de ce point de vue, les cérémonies funéraires peuvent être source de dangers.

La lutte contre le virus est une course contre la montre. Plus vite la maladie est diagnostiquée, plus vite on peut isoler le

patient et éviter la contamination d'homme à homme. Limiter la propagation de la maladie suppose donc des infrastructures médicales non surpeuplées et saines et des pratiques organisationnelles et sociales qui tiennent compte du risque de diffusion de la maladie (ce qui nécessite un effort de pédagogie vis-à-vis des populations).

Quant à un éventuel vaccin, « plusieurs sont au stade des essais, mais aucun n'est disponible pour un usage clinique », explique l'OMS. C'est avant tout une question financière. Comme l'explique Sylvain Baize, chef du Centre international de recherche en infectiologie, « le problème, c'est qu'Ebola n'intéresse absolument pas l'industrie pharmaceutique parce qu'il concerne des pays pauvres et pas solvables. Il n'y a aucun marché et donc pas d'évolution. Il faudrait une volonté très forte des gouvernements et de l'OMS pour forcer l'industrie pharmaceutique à développer à perte ce genre de vaccin. »

ISRAËL - PALESTINE Déchaînement de violence coloniale et raciste

Depuis le 12 juin dernier, jour de la disparition de trois jeunes Israéliens ensuite assassinés, le gouvernement de Netanyahu a lancé sa campagne #BringBackOurBoys. Une campagne qui est en réalité une offensive militaire supplémentaire sur les territoires palestiniens.



Enterrement de Mohammad Abou Khdeir, jeune Palestinien, à Jérusalem-Est, le 4 juillet 2014. DR

Israël, responsable de la situation

Le contexte en Palestine, c'est bien celui d'une occupation et d'une pression permanente sur le peuple palestinien. Contrôle de terres et des ressources en Cisjordanie, construction de colonies illégales, détentions administratives, etc. Par cette pression permanente, en privant le peuple palestinien de ses droits et en ne respectant aucun de ses engagements concernant, entre autres, la libération des prisonniers, Israël a amené les Palestiniens à faire du kidnapping une arme politique pour gagner sur leurs revendications. Par exemple, lorsque Gilad Shalit, soldat israélien kidnappé en 2006, a été libéré, ce sont plus de 1 000 prisonniers politiques palestiniens qui ont été relâchés. Israël est donc l'unique responsable des tensions en Cisjordanie et des tirs de roquettes depuis la bande de Gaza.

Il ne se passe jamais de nombreuses années entre deux offensives militaires israéliennes : opération « pluies d'été » en 2006, opération « plomb durci » en 2008-2009, opération « pilier de défense » en 2012. La disparition et la mort des 3 colons sont devenues un prétexte pour une

démonstration de force en Cisjordanie. Cette offensive intervient après plus d'un mois de grève de la faim des prisonniers palestiniens et après l'annonce d'un gouvernement réunifiant le Hamas et le Fatah. Une situation particulièrement embarrassante pour Israël qui en profite pour déclarer que le Hamas est le responsable du kidnapping et ainsi créer des divisions entre Hamas et Fatah autour de la position à adopter sur cet enlèvement.

Et après ?

Le gouvernement israélien et son armée ne comptent pas s'arrêter là. Pour preuve, après avoir retrouvé les 3 colons morts, dans une déclaration très offensive, Netanyahu a annoncé « le Hamas paiera ! ». Personne ne peut donc désormais tabler sur une accalmie. Sans oublier que côté israélien, les messages de haine anti-arabes, de vengeance se développent massivement sur les réseaux sociaux et que ces messages sont suivis dans les actes par des attaques de colons dans les territoires occupés.

L'assassinat d'un jeune Palestinien à Jérusalem, brûlé vif par 6 extrémistes israéliens, ainsi que le violent passage à tabac par la police israélienne d'un adolescent palestinien de nationalité américaine, qui témoignent du déchaînement de violence raciste à l'œuvre en Israël, ont finalement provoqué des réactions du côté de la « communauté internationale ». Tous ont condamné ces actes et appelé à la « retenue » de part et d'autre. Le gouvernement israélien entendra-t-il le message ? Rien n'est moins sûr...

De Jérusalem, Camille Acac

Les grandes villes de Cisjordanie et les camps de réfugiés ont été attaqués par l'armée, provoquant des affrontements entre jeunes et militaires à travers tout le territoire. Des dizaines de jeunes ont été blessés, 5 Palestiniens sont décédés et plus de 400 ont été arrêtés, bien souvent sans motif. Parfois, ce sont par centaines, voire par milliers que les soldats sont intervenus, saccageant quelques maisons sur leur passage, tirant à balles réelles, effectuant de nombreuses interpellations et poussant

bien entendu les jeunes à répondre à coup de jets de pierres. Les checkpoints ont été renforcés, d'abord au sud puis dans toute la Cisjordanie. Depuis la découverte des 3 corps à proximité d'Hébron le 30 juin, ce n'est plus seulement l'armée mais ce sont aussi les occupants qui agressent les Palestiniens. À Jérusalem, un Palestinien de 16 ans a été tué après avoir été kidnappé par six Israéliens juifs extrémistes. Les affrontements opposent donc désormais les Palestiniens à l'armée, aux colons et à la police.

déclarer : « Je n'ai jamais cru au complot ». L'affaire Bettencourt, celle de l'arbitrage Tapie, Bygmalion, l'éventuel financement libyen de la campagne présidentielle de 2007 ou, avant, celle de Balladur, cela fait système. Les derniers rebondissements de ce roman policier financier ont été déclenchés par la diffusion le 20 juin 2013 par France 2 d'un reportage dans lequel Mofatih Missouri, diplomate libyen, affirmait qu'une « vingtaine de millions de dollars » avait été versée à Sarkozy par l'intermédiaire de Guéant pour sa campagne de 2007, confirmant au passage l'authenticité du document prouvant cet arrangement publié en 2012 par Mediapart.

Faire taire les juges et la presse

Dans cet imbroglio, les juges Tournaire et Grouman ont fait leur travail quand ils ont décidé de placer Sarkozy, Paul Bismuth (son nom d'emprunt), Brice Hortefeux et Claude Guéant puis Thierry Herzog, l'avocat de Sarkozy, et le juge Azibert, promu par ce dernier, sur écoute dans le cadre d'une enquête pour corruption. Les journalistes de Mediapart étaient parfaitement dans leur droit, en rendant public le contenu des écoutes. La procédure de mise en examen et de garde à vue était tout à fait légale au regard de l'accusation, l'issue de la garde à vue aussi, Sarkozy conduit, la nuit, du

commissariat au tribunal par la police. Quant à la basse manœuvre qui consiste à se présenter comme victime de juges membres du Syndicat de la magistrature, elle ne résiste pas 30 secondes ni aux faits... ni au respect de l'indépendance de la justice. Et c'est bien cela que Sarkozy et ses amis ne peuvent supporter : des juges indépendants. Pour eux comme pour les riches, tout leur est dû. Lui et ses amis comme le FN souhaiteraient interdire à un magistrat d'être syndiqué. Guaino est sans ambiguïté : « Je pense que le syndicalisme est devenu un des plus grands maux de la magistrature. (...) Il faut l'interdire », soutenu par Nadine Morano et la Droite

forte de Guillaume Peltier qui demande « l'interdiction de la syndicalisation des juges dans la magistrature ».

En finir avec la république des affairistes

Pour eux, le problème, ce ne sont pas les affaires, la corruption, l'utilisation de l'État à des fins personnelles et de carrière, les 80 millions de dettes de l'UMP... Non, le problème, ce sont les juges et les journalistes indépendants ! Au-delà des pratiques décomplexées de la bande du Fouquet's, ces affaires mettent en lumière, après celles qui ont touché le Parti socialiste, les mœurs de leur République, la république des affairistes. Si l'État est si généreusement

au service des possédants, il peut bien aussi être au service de ceux qui les servent. La logique du tout financier, c'est la spéculation et la corruption érigées en système. Et leur réponse à la crise sociale et politique que cette logique engendre, c'est faire taire celles et ceux qui en sont victimes, bâillonner les juges et la presse indépendants. Notre réponse, c'est une démocratie révolutionnaire, l'intervention des vraies victimes, les travailleurs, les classes populaires, et de toutes celles et ceux qui refusent le pouvoir du fric pour transformer la société. Contre l'aristocratie financière, un nouveau 14 juillet est à l'ordre du jour...
Yvan Lemaitre

Le chiffre

18,5

C'est, en millions d'euros, le montant du Crédit d'impôt compétitivité et emploi touché par LCL (Crédit Lyonnais). Alors qu'elle a annoncé 630 millions d'euros de bénéfices sur l'exercice 2013 – en hausse de 9,7% – la banque a informé avoir utilisé cette somme pour la préparation de son « plan à moyen terme 2018 » : une première vague de suppressions de postes touchant 1 260 personnes et la fermeture de six sites en région...



Agenda

Mardi 15 juillet, réunion publique du NPA, Avignon. « Art, culture et anticapitalisme », à 15h au Jardin des Carnes.

24-27 août, 6^e Université d'été du NPA, Port Leucate. Accueil à partir du samedi 23 août à 14h, et départ le jeudi 28 août après le petit-déjeuner.



NO COMMENT

Nous avons un parti qui est déjà mort. (...) Ce n'est pas une restructuration avec un congrès a minima qu'il faut, mais une véritable révolution. (...) L'UMP est devenue un parti bourgeois et élitiste.

CHRISTIAN ESTROSI, député maire de l'UMP, à propos de son parti, dans le Parisien du lundi 7 juillet.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0414 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr



RACISME ET XÉNOPHOBIE

La coupe jusqu'à la lie!

La Coupe du monde de football aura été l'occasion pour la droite et l'extrême droite de laisser libre-cours à leur haine raciste. Ainsi le Front national nous a donné un aperçu des mesures discriminatoires qu'il entendait adopter si – par malheur – il devait accéder un jour au pouvoir...

L'accession de l'équipe d'Algérie, pour la première fois de son histoire, à un niveau élevé de la compétition (les huitièmes de finale) a fort légitimement suscité un enthousiasme particulier dans la jeunesse issue de l'immigration, notamment algérienne. Français ou pas, ou encore possédant la double nationalité, les exploits des Fennecs ne pouvaient qu'enflammer toute une jeunesse le plus souvent issue des quartiers populaires, habituée aux discriminations racistes et à la répression policière.

L'expression publique de cette « fierté collective » – qui n'a rien avoir avec un quelconque soutien politique au régime algérien – a été le déclencheur d'une campagne de haine parfaitement préparée et mise en scène sur les réseaux sociaux d'extrême droite, accompagnée notamment par des déclarations sulfureuses du député maire de Nice, l'UMP Christian Estrosi (depuis longtemps fachos compatible) et de la présidente du F Haine.

C'est dans ce contexte nauséabond qu'au soir de l'élimination de l'Algérie, quelques dizaines de paras du 3^e régiment d'infanterie ont manifesté, drapeau allemand en tête (sic) dans les rues de Carcassonne pour fêter la défaite et provoquer les supporters des Fennecs! Un acte isolé qui en dit long sur l'état d'esprit qui règne dans certaines casernes... Déjà célèbre pour ses arrêtés anti-mendicité et sa phobie anti-Rom, Christian Estrosi n'a pas hésité à prononcer un arrêté municipal parfaitement illégal, prétendant vouloir « interdire l'utilisation ostentatoire de drapeaux étrangers pendant la Coupe du monde »... Retoqué par le tribunal administratif, il persiste et entend proposer au Parlement un « projet de loi instaurant pour le maire la faculté de prendre toute mesure préventive dans le but de prévenir toute atteinte à l'ordre public, eu égard aux circonstances locales ».

La politique du bouc émissaire

Soumis à forte concurrence, le Front national ne pouvait évidemment pas louper une si belle occasion pour réaffirmer sa haine raciste et xénophobe, notamment envers les jeunes arabes. Invitée sur Europe 1, Marine Le Pen en a appelé à « mettre fin à la double nationalité ». Cette mesure qu'entendrait prendre le FN s'il était au pouvoir n'est certes pas une nouveauté, et figurait déjà dans le programme de Jean-Marie Le Pen lors de la campagne présidentielle de 2007. Prenant prétexte des manifestations de joie, émaillées de quelques rares incidents consécutifs à la qualification de l'Algérie, elle en voit « la démonstration de l'échec total de la politique de l'immigration et le refus exprimé par un certain nombre de binationaux de l'assimilation ».

Bien entendu, cette interdiction de la double nationalité ne s'appliquerait pas aux « Européens » ni aux « Américains », avait-elle déclaré il y a quelques mois lors d'un débat télévisé... Nous n'en doutons pas! Cette propagande raciste n'a pour but que de désigner un ennemi intérieur, responsable du chômage et de l'insécurité: les immigrés, et plus particulièrement celles et ceux venus de l'Afrique subsaharienne et du Maghreb.

La montée du racisme, de l'intolérance, et la politique du bouc émissaire, sont aujourd'hui favorisés par les reculades idéologiques de la gauche de gouvernement qui font le lit du Front national. Les anticapitalistes doivent mettre tous leurs efforts à relancer des campagnes de mobilisations autour du soutien aux sans-papiers, aux Roms, pour l'égalité des droits, contre l'extrême droite.

Alain Pojolat

BUDGET RECTIFICATIF DE LA SÉCU Baisse « du coût du travail » et pillage des caisses

Après l'adoption du budget rectificatif de l'État et ses 4 milliards d'économies par l'Assemblée nationale, à une large majorité, le budget rectificatif de la Sécurité sociale vient à son tour d'être voté mardi 8 juillet: une première étape de la mise en musique du Pacte de responsabilité et une offensive majeure contre la protection sociale.

La conséquence immédiate de ce budget rectificatif va être un « trou » supplémentaire dans les caisses de la Sécu de près de 10 milliards d'euros qui iront directement dans la poche du patronat: une attaque contre l'ensemble du monde du travail, retraités, privés d'emploi, salariés... Mais, promet sans rire le gouvernement qui n'en est plus à une provocation près, c'est pour « gagner un demi-point de croissance et 200 000 emplois »!

« Progressiste et de gauche »?

Valls veut « sortir la France de ses blocages »: « Mon obsession, c'est le mouvement, la réforme. [...] Après avoir diminué de 6,5 milliards d'euros dès 2015, les prélèvements sur les entreprises seront réduits de 8 milliards en 2016 et d'environ 5,5 milliards en 2017. Sans oublier la montée en charge du crédit d'impôt compétitivité emploi à hauteur de 20 milliards d'euros. Jamais de tels engagements n'ont été pris à ce niveau! » Ce que Marisol Touraine appelle « un texte progressiste et de gauche »...

À elle seule, la baisse des cotisations sociales représente un manque à gagner de 8 milliards d'euros pour les caisses de la Sécu (dont 5,5 milliards pour la seule part dite « patronale » et 2,5 milliards pour la part salariale). Les entreprises ne paieront plus aucune cotisation de Sécurité sociale pour les salaires au niveau du Smic et elles seront fortement réduites

pour tous les salaires inférieurs à 1,6 fois le Smic (véritable incitation à ne pas payer plus!). De plus, les cotisations d'allocations familiales payées par les employeurs vont être réduites de 1,8%.

Autre cadeau aux patrons, la suppression de la Contribution sociale de solidarité des sociétés (dite C3S, payée par les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 760 000 euros) pour la moitié des entreprises qui la paient aujourd'hui et sa réduction pour les autres avant sa disparition totale en 2017. À elle seule, cette mesure représente un manque à gagner d'un milliard d'euros pour la Sécu pour 2015!

Les salariés vont trinquer...

Côté salariés, le gouvernement a le culot de présenter comme une avancée, un geste social (!): la baisse des cotisations sociales « salariales » pour celles et ceux gagnant moins de 1,5 SMIC, soit autour de 40 euros par mois. Mais combien vont coûter à chaque foyer la baisse des prestations sociales, le gel pendant au moins 18 mois de toutes les pensions supérieures à 1200 euros, la non-revalorisation de l'allocation de logement familial?

Cela alors que la caisse d'assurance maladie a d'ores et déjà annoncé travailler à un plan d'économies de 2,9 milliards d'euros pour 2015: diminution des séjours à l'hôpital, dans les maternités, remise en cause



des prescriptions médicales, de certains actes chirurgicaux, d'exams biologiques et radiologiques, etc. Les élus UMP n'ont pu cacher leur joie. Sous le titre « un bon signal qui ne va pas assez loin », le courant « France moderne et humaniste » de l'UMP (Raffarin, Chatel...) s'enthousiasme: « En réalité, nous ne pouvons que nous réjouir des principales mesures de ce texte qui viennent, enfin, alléger un coût du travail dont nous dénonçons le poids depuis longtemps »...

Mis à part le mini-psychodrame entre les prétendus « frondeurs » PS et le gouvernement, le ton « outragé » de certains élus de droite à l'annonce de l'ajournement des votes des articles et des amendements par le gouvernement le premier soir (de crainte de ne pas avoir la majorité... les députés PS « loyalistes » n'étant pas alors assez nombreux dans l'hémicycle!), l'Assemblée a bien avalisé les mesures les unes après les autres...
Isabelle Ufferte

GAUCHE DU PS À l'épreuve des votes

Depuis plus de deux mois, on assisterait à une véritable opposition au sein de la majorité à travers « l'appel des 100 ». La rupture au sein du PS serait même pour certains à portée de main et une nouvelle « majorité alternative » serait à l'ordre du jour... Mais à l'épreuve des votes, les frondeurs font pschitt!

C'est vrai que c'était du jamais vu: il y a quelques semaines, 41 députés de la majorité avaient osé s'abstenir sur le programme de stabilité et 3 avaient voté contre. Et, depuis, les « frondeurs » n'ont eu de cesse de dénoncer urbi et orbi les choix économiques trop pro-entreprises du gouvernement, demandant sur tous les tons un « meilleur équilibre ».

Tout cela a même fait paniquer le gouvernement, plus très sûr d'obtenir une majorité sur le vote crucial du collectif budgétaire. Malgré une cure d'intense thérapie et de dialogue, agrémentée de quelques carottes fiscales et de



méthode musclée – mais aussi deux échecs électoraux –, les soi-disant « frondeurs » continuent à essayer de se faire entendre, notamment dans les médias.

Dur dur de s'opposer

Mais quand ils passent aux actes, les « frondeurs » font beaucoup moins de bruit. En effet, ces derniers jours, deux votes importants n'ont semblé-t-il pas être considérés comme posant problème avec le

gouvernement: d'une part celui sur la réforme ferroviaire et plus récemment celui sur le projet de loi de finances rectificative. Ainsi, au moment même où était menée une grève des cheminotEs de presque dix jours contre cette réforme, où le gouvernement s'acharna contre les grévistes, la majorité socialiste a retrouvé sa belle unité et a voté très majoritairement pour. Quelques jours plus tard, l'Assemblée nationale a adopté la loi de

finances rectificative pour 2014 qui met en place la première partie du Pacte de responsabilité. Et encore une fois les « frondeurs », alors qu'ils avaient pendant plusieurs jours vivement critiqué les cadeaux fiscaux aux entreprises, ont apporté leur soutien au gouvernement « parce qu'il comporte des baisses d'impôt pour quatre millions de familles », s'est justifié Christian Paul.

Mais, pour faire passer la pilule, ils ont aussitôt annoncé qu'ils ne voteraient pas « en l'état » le mardi 8 juillet, le projet de loi de finances rectificative de la Sécurité sociale (PLFSSR)... ce qu'ils avaient également dit pour la loi de finances rectificative! Finalement, la majorité des « frondeurs » se sont tout de même abstenus, aucun n'a voté contre... et la majorité parlementaire est donc « sauvée »!

La crise politique et sociale mérite une réponse à la hauteur des enjeux, mais cela ne peut être une simple « recomposition » parlementaire, une « nouvelle majorité alternative » rose-rouge-vert avec celles et ceux qui ne soutiennent pas les luttes et leurs revendications, qui ne s'opposent en rien à ce gouvernement, qui se montrent incapables de voter contre l'austérité et les cadeaux au Medef. Tout comme EÉLV, la prétendue gauche du PS, vaste nébuleuse de courants et sous-courants, se situe bel et bien dans la majorité actuelle. Leurs mots, haut perchés, n'effacent pas leurs actes!
Sandra Demarcq

ÉTAT ESPAGNOL Podemos, un espoir parcourt l'Europe

Après des années de mobilisations essentiellement défensives, puis la marée d'indignation portée par le mouvement du 15M des Indignés, Podemos a surgi comme une force politique nouvelle avec cinq élus au Parlement européen. Mais comme tout nouveau mouvement, Podemos n'est pas à l'abri de certains débats, difficultés et défis.

Une des caractéristiques des périodes de reflux est que la gauche tente d'intégrer dans ses propres structures plutôt que d'aller vers les structures que « génèrent » les gens. C'est en partie compréhensible. S'il n'y a pas de mouvement, il n'y a pas de lieu où aller, ce qui entraîne repli et isolement. Les tentatives pour subsister en période de reflux ou de crise du mouvement entraînent souvent des tendances bureaucratiques, car sans la pression d'en bas, ce sont les institutions dominantes qui font pression d'en haut. C'est ainsi que les organisations traditionnelles de la gauche ont eu tendance à se transformer en appareils conservateurs en raison de la pression générée par les liens avec les appareils de l'État et les dynamiques basées uniquement sur la lutte électorale.

Mettre le « faire » avant l'« être » pour « renaître »

Lorsque le mouvement populaire fait de nouveau irruption, toutes ces routines sont remises en cause. Podemos tire sa force précisément du fait qu'il n'impose pas de formes organisationnelles, mais reprend celles qui ont été expérimentées dans les AG, ouvrant des espaces de participation collectifs. À Podemos,



Assemblée de Podemos à Valence. DR

on parle plutôt d'auto-organisation opposée au modèle des organisations politiques de la gauche traditionnelle où la relation entre militant et structure est prédéfinie. Ce grand avantage n'est pas exempt de difficultés, comme la nécessité de donner forme à des structures propres, capables d'agir de manière pratique, de s'adapter aux rythmes imposés par la vie quotidienne. Le défi consiste à parvenir à adapter la participation à la vie et non la vie à la participation. Dans Podemos, nous nous trouvons, de facto, en présence de deux processus

parallèles qui n'interagissent pas. L'un, venu d'en bas, expérimental, créatif, ouvert, et l'autre, venu d'en haut, fermé, beaucoup plus rapide au moment d'agir, qui envoie des décisions à l'ensemble de Podemos. Il est nécessaire d'équilibrer progressivement cette relation entre le « haut » et le « bas », sans perdre de vue ce qui bouge dans les marges, par des mécanismes de contrôle et de décision qui irriguent tout l'espace de Podemos. La nouvelle période qui s'ouvre, dans laquelle Podemos sera lié aux institutions (et à leurs

« récompenses » matérielles), est également un cadre connu pour un processus accéléré de bureaucratization, s'il n'y a pas un fort contrôle de la base sur le sommet. Il ne s'agit pas de liquider la capacité de décision des cercles exécutifs, mais de créer la possibilité de les élire et de les contrôler par des assemblées, avec des principes de rotation et de révocabilité, en cherchant un équilibre entre l'autonomie des cercles et l'ensemble du projet. Le discours de Podemos a beaucoup insisté sur la participation et le contrôle démocratique pour modifier la logique de la représentation. Restent à créer les conditions pour sa concrétisation.

Podemos doit faire la démonstration de sa crédibilité. Son défi le plus grand est de donner confiance dans un monde plein de doute, où tout a échoué et où il ne reste rien de très crédible. La responsabilité est peut-être excessive pour une force aussi jeune, mais elle est réelle. Espérons que cette expérience, avec toutes ses contradictions, servira d'exemple dans d'autres régions d'Europe menacées par les fantômes de l'autoritarisme et que surgissent 1, 10, 1000 Podemos!

De Madrid, Brais Fernández

Version longue: <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article32375>



Le monde en bref

Europe La grande coalition de l'austérité

Un mois après les élections du 25 mai, le Parlement européen a tenu sa séance inaugurale avec l'élection de son président ou plutôt la réélection de Martin Schulz comme président pour deux ans et demi. Cet arrangement entre la droite, le PPE (Parti populaire européen), et l'Alliance socialiste et démocrate, l'ancien Parti socialiste européen, met en place une grande coalition au niveau européen pour appliquer les politiques d'austérité.

Martin Schulz, membre du SPD qui participe au gouvernement à Berlin avec la CDU sous la houlette d'Angela Merkel, a été écarté de la présidence de la Commission face à Jean-Claude Juncker, le candidat de la chancellerie. Ce dernier a reçu le soutien des chefs d'État et de gouvernement des 28 (à l'exception du Royaume-Uni et de la Hongrie). En échange, la chancellerie a soutenu la candidature de Schulz pour la présidence du Parlement, son lot de consolation négocié entre le PPE et le SPD. La grande coalition à Strasbourg vient en complément de la grande coalition de Berlin et des négociations sur la répartition des sinécures et présidence de commissions orchestrées par Berlin.

Élu au premier tour du scrutin par 409 voix pour 612 suffrages exprimés sur un total de 751 députés, Schulz a du mal à faire l'unanimité, mais les mécontentements des députés de la grande coalition tiennent plus à des rivalités pour les postes qu'à de réels désaccords politiques. Le Parlement est le résultat d'un « perpétuel compromis » selon les mots de M. Schulz, mais ce consensus prend aujourd'hui un sens politique bien particulier, celui d'un consensus politique pour mener une offensive contre les travailleurs et les peuples afin d'imposer les politiques d'austérité au seul profit des banques.

Tunisie Des salariées en grève de la faim contre leur licenciement par des entreprises françaises



THIERRY BRÉSILLON

Lundi 7 juillet au soir, les deux salariées de Latelec-Tunisie en étaient à leur 19^e jour de grève de la faim pour obtenir la réintégration des quatre ouvrières licenciées (cf. L'Anticapitaliste n°248). L'état de santé de la déléguée UGTT Sonia Jebali est très inquiétant. Un salarié licencié par une filiale d'une autre entreprise française, Leman Industrie, est également en grève de la faim. En Tunisie, la solidarité de multiples associations et partis politiques se développe.

En France, le comité de soutien de Toulouse (CSLPT), dont fait partie le NPA, a diffusé une nouvelle fois devant Latécoère, lundi 30 juin et vendredi 4 juillet, des centaines de tracts. Ceux-ci dénonçaient notamment les pratiques scandaleuses et inhumaines de la direction du groupe Latécoère-Latelec, qui refuse toujours la réintégration des quatre ouvrières. Un tract convergent de la CGT-Latécoère avait également été diffusé lundi 30 juin sur cette entreprise.

Depuis le début de la lutte, et malgré les pressions et le chantage à l'emploi, la CGT-Latécoère (minoritaire et attaquée par d'autres syndicats) soutient les salariées tunisiennes. Un bel exemple d'internationalisme, en ces temps de cocoricos industriels. À Paris, un rassemblement est prévu jeudi 10 juillet devant le siège du syndicat patronal de la métallurgie.

Deux pages facebook permettent de suivre en direct la situation :

www.facebook.com/ComiteSoutienSyndicalistesLatelecFouchana?ref=hl
www.facebook.com/CSLPT

PÉROU Le gouvernement accentue la répression contre le mouvement social

Le gouvernement du Président Ollanta Humala vient d'adopter un train de « mesures économiques pour relancer les investissements ». Un des éléments centraux est l'élimination de tous les obstacles réglementaires et institutionnels qui pouvaient encore freiner l'ouverture des exploitations minières et pétrolières aux mains des multinationales et capitaux nationaux et internationaux.

Ces mesures, appelées « licence pour contaminer » par les défenseurs de l'environnement, suivent à peine de quelques mois l'adoption de la loi 30151 qualifiée de « licence pour tuer » par la Commission nationale des Droits de l'homme. En effet, cette loi introduit l'impunité pour les forces armées et policières « dans l'accomplissement de leur devoir, et l'utilisation de leurs armes et autres moyens de défense qui cause lésions ou mort »...

Le Président Ollanta Humala a ensuite procédé à la nomination d'un nouveau ministre de l'Intérieur, le général à la retraite Daniel Urresti, non seulement dénoncé pour son action répressive contre la population de Madre de Dios (Amazonie péruvienne du sud) face aux conséquences dévastatrices d'un projet pétrolier, mais de plus poursuivi pour l'élimination du journaliste Hugo Bustios. En classant toutes les poursuites contre les forces armées et la police nationale responsables il y a deux ans de l'assassinat de 5 citoyens de Cajamarca lors de manifestations



DR

contre le projet Conga¹, le tribunal de Chiclayo montre ainsi aux acteurs du mouvement social de Cajamarca ce qui les menace.

Cajamarca résiste

L'une des leurs, la courageuse paysanne Maxima Acuña de Chaupe, a refusé de céder ses terres à la multinationale minière Yanacocha qui veut s'en emparer, et a subi ce mois de juin un nouveau procès intenté par cette

multinationale, un nouveau procès tout à fait arbitraire, tout comme le premier qui avait été annulé pour cette raison. Avec de nombreuses associations, organisations et syndicats français, le NPA exige justice pour Maxima et que cessent les persécutions contre elle et sa famille. La mise en « prison préventive » pour 14 mois du Président élu de la région de Cajamarca, Gregorio Santos, opposant au projet Conga, alors qu'il est

candidat en octobre prochain aux élections régionales et qu'il ne se dérobe aucunement au processus judiciaire, apparaît clairement pour ce qu'elle est : un abus de pouvoir et une volonté d'éliminer un candidat connu pour son engagement contre le projet Conga.

Le NPA condamne toute tentative de mise à l'écart de Gregorio Santos du processus électoral auquel il doit pouvoir participer. Nous réaffirmons notre appui au mouvement social de la région de Cajamarca qui poursuit la lutte, et exigeons que soient levées toutes les menaces, tentatives de criminalisation et remises en cause des droits de l'homme. Nous demandons tout particulièrement que soient appliquées immédiatement les mesures de protection que la Commission inter-américaine des droits de l'homme vient d'exiger du gouvernement péruvien, en faveur des 46 paysans et acteurs sociaux menacés pour leur opposition au projet Conga.

Jean Puyade

1- Un projet d'extraction du cuivre et de l'or de la région de Cajamarca du Pérou septentrional qui rencontre une très grande opposition.

Travailleurs du jeu vidéo : quelle réalité ?

Disons-le d'entrée, les chiffres avancés ici sont sujets à caution car issus d'une enquête du Syndicat national du jeu vidéo, un syndicat patronal. Malheureusement, il s'agit du seul organisme à notre connaissance à avoir réalisé ce type d'études...

En France, le secteur du jeu vidéo représente 5 000 emplois directs et environ 10 000 indirects. Ce sont de petites entreprises : la moitié comptant moins de dix salariés et les trois quart moins de 50, le quart restant étant les 1 500 salariés d'Ubisoft France, le leader français, et les quelques employés des filiales françaises des grandes entreprises internationales du jeu vidéo. À première vue, ce secteur semble offrir des salaires convenables et de bonnes conditions de travail. Erreur ! Un article du site de jeux *Gamekult*, salué comme réaliste par de nombreux travailleurs du secteur, dépeint une tout autre réalité. Il évoque notamment la période de surexploitation précédant la sortie d'un jeu, où tous les salariés se pressent pour boucler à temps, travaillant ainsi plus de 50 heures par semaine pour plus de la moitié d'entre eux et plus de 65 heures par semaine pour un tiers... La moyenne de salaire pour les chefs de projet en France varie de 1 800 à 2 200 euros par mois et la plupart des travailleurs du jeu vidéo gagnent moins. Les heures supplémentaires ne sont pas payées dans la plupart des entreprises. Les salariés font

régulièrement du travail de nuit et la pression est si forte que certains craquent et démissionnent.

Exploités, précarisés, dispersés...

Le métier ayant été créé au rythme de la demande des marchés, il est peu connu et son statut juridique est flou, ce qui implique que les défenseurs du droit du travail s'en inquiètent peu et que les chefs d'entreprise se sentent libres d'exiger tout et n'importe quoi de leurs employés. Heureusement, en France, les employés des métiers du jeu vidéo ont le droit de faire grève et de se syndiquer. Du moins en théorie car il n'existe pas de syndicat des travailleurs du jeu vidéo, le seul syndicat du secteur étant le SNJV patronal. La faute à une absence presque totale de tradition de luttes dans ce secteur précarisé, dispersé et où les liens sociaux sont très souvent brisés, la solitude faisant partie du quotidien. Cela vaut aussi bien pour tous les emplois indirects du secteur vidéo ludique, tels la production du matériel, la presse et la vente de jeux vidéo dans les boutiques spécialisées. C'est la division de ces travailleurs qui fait que les patrons peuvent tout se permettre.



Le jeu vidéo s'est aujourd'hui tant démocratisé qu'il est devenu un objet courant et fait partie intégrante de notre société. Devenue l'industrie culturelle la plus lucrative, plus encore que le cinéma, le jeu vidéo souffre d'un statut complexe, au carrefour de trois mondes, à la fois un loisir, un art et une marchandise. Certes, toutes ne jouent pas régulièrement mais celles et ceux qui n'ont jamais essayé de jouer à un jeu vidéo sont de plus en plus rares, et ce média de plus en plus ancien touche désormais toutes les

tranches d'âge et toutes les cultures. Pourtant il n'y a que peu de spécialistes passionnés de ce média d'analyse de ce média de ce cou à un certain nombre du jeu vidéo, tout en plus de ce loisir populaire.

La philosophie du gameplay

Les jeux vidéos ont leur propre langage, c'est le gameplay, c'est-à-dire le ressenti du joueur en utilisant le jeu vidéo, combiné à l'univers créé par les auteurs au moyen de l'interactivité. Ce gameplay peut se faire le vecteur indirect d'une conception de société, voire d'une idéologie.

Un exemple est donné par le nombre de joueurs autorisés. Ainsi, un jeu se pratiquant seul comme *Out Run* sera d'emblée dans une dynamique plus individualiste qu'un jeu collectif comme *Wii Sport* en terme d'expérience proposée. La plupart des jeux mettent en scène un héros qui agit seul, ponctuellement aidé par des alliés, et disposant donc des moyens pour parvenir à ses fins ou les trouvant par lui-même dans l'environnement qu'il explore. C'est ainsi une vision très individualiste qui est la plus souvent proposée par les créateurs, car c'est aussi la plus plébiscitée par les joueurs.

Accumuler, coopérer ?

Ce type de gameplay est ainsi généralement couplé à la recherche de puissance et de richesses, de nombreux jeux proposent une montée en puissance du personnage à mesure qu'il avance dans le scénario, que ce soit par son équipement et/ou ses compétences ainsi que sa richesse accumulée.

Cet aspect est très présent dans les jeux d'aventure et les jeux de rôles (*Assassin's Creed*, *Uncharted*, *The Elder Scrolls*, *Final Fantasy*, etc.). Il est encore renforcé dans les jeux en ligne multijoueurs où de véritables économies se mettent en place au travers des hôtels de ventes, véritables bourses d'objets virtuels où il est possible – comme n'importe quel trader – de spéculer, allant parfois jusqu'à s'immiscer dans le monde réel par la revente d'objets virtuels... contre de la monnaie réelle ! Cela occasionne alors le développement d'un marché parallèle, avec son lot de salariés exploités à « jouer » des journées entières pour amasser de l'or virtuel à revendre.

Pour rester dans le domaine des jeux en ligne, ceux-ci contrebalancent l'individualisme par un gameplay résolument tourné vers la coopération entre joueurs. Cependant, cette coopération est rarement mise en œuvre de façon démocratique, débouchant généralement sur une organisation hiérarchisée où chacun a un rôle bien

défini afin d'atteindre des objectifs ambitieux, et où l'improvisation est généralement sanctionnée par une défaite de tout le groupe...

Valeurs dominantes...

Bien entendu chaque groupe de joueurs peut choisir à sa discrétion quelle organisation lui convient le mieux. Mais comme dans notre société et dans les entreprises, il s'agit très rarement d'une organisation réellement démocratique. Tout cela est accentué par une mise en concurrence entre les « guildes », chacun étant poussé à être meilleur que son voisin et bien sûr que son adversaire. Il faut pourtant remettre les jeux vidéo dans leur contexte : c'est avant tout ainsi que fonctionne notre société, il s'agit donc de valeurs intégrées par une large majorité. Les jeux qui échappent entièrement à l'idéal consumériste demeurent pour l'instant des perles rares. Le jeu vidéo a trop longtemps été perçu comme exclusivement ludique et apolitique. Les créateurs se questionnent peu sur

l'idéologie et donc la philosophie de leurs œuvres, qu'ils croient souvent à tort inexistante car ce milieu est très dépolitisé et n'a donc pas conscience de reproduire des schémas de pensée propres à l'idéologie dominante.

Pour que naissent des jeux plus contestataires, il faudrait que les créateurs prennent conscience de leur capacité réelle à produire dans leurs jeux des systèmes philosophiques neufs, au potentiel subversif fort...



Jouer : coopérer ou obéir ? DR

Jeux vidéo et anti-capitalisme

ELEMENTS POUR COMPRENDRE

Dossier réalisé par Camille Vasse, Romane...

Ce que défend

Salariés

- Créer des formations publiques seules existantes à l'heure actuelle
- Veiller à l'absence de discrimination de travail.
- Créer un syndicat national des travailleurs pour défendre les droits de ces travailleurs et autres structures syndicales de ce secteur.
- Exiger un traitement correct des médias traditionnels.
- Défendre les secteurs indépendants dans les métiers du jeu vidéo. En presse indépendante.

Jeux vidéos et machines

- Promouvoir les contenus exempts de violence.
- Baisser le prix des jeux, la France est chère.
- Faire pression sur les entreprises employées et la manière dont elles respectent les travailleurs, de la manière dont elles traitent les handicapés.
- Rompres avec l'obsolescence programmée sur les produits commerciaux.
- Faire pression pour la création de jeux qui empêchent la disparition des plus beaux sites historiques et culturels de grande

déo

isme

NDRE UN LOISIR POPULAIRE

ain Bleibtreu, Mathieu Kent, Edward Sayfor

es les classes sociales.

eu de réflexions sur la place qu'occupent ces
ent de nos sociétés, hors des débats entre
s. Nous avons donc essayé de porter une
un point de vue anticapitaliste, afin de tordre
mbre d'idées reçues dont est victime le monde
portant un regard critique sur certains aspects

e nous

avons

aux métiers du jeu vidéo, les
elle étant privées.
tions des salariéEs sur leurs lieux

travailleurs du jeu vidéo pour
leurEs, avec des liens avec les
secteur au niveau international.
specteur et de ses salariéEs dans les

ants de l'idéologie dominante
n particulier nous défendons une

ts de discriminations.
e étant le pays où ils sont les plus

s de jeu vidéo pour que le matériel
t fabriqué soient non toxique,
s joueurs et de l'environnement.
adaptées pour les personnes

rogrammée. Pour une garantie de 10
isés.

'un musée du jeu vidéo qui
vieilles créations, patrimoine
valeur.

Véhicule de l'idéologie dominante

À l'image de notre société, le jeu vidéo est profondément imprégné de l'idéologie dominante et véhicule bien souvent les oppressions, l'impérialisme et des valeurs d'individualisme et de concurrence. Le sexisme, l'homophobie et le racisme y ont la part belle. Et comme pour toute œuvre culturelle, tout cela est souvent fait, non par une volonté explicite de promouvoir ces idéologies mais en obéissant à des logiques de marchés.

Le marché vidéo-ludique est majoritairement dominé par les États-Unis et dans une moindre mesure par l'Europe et le Japon. Les autres pays ne produisent que très peu de jeux et ont peu d'impact lorsqu'ils abordent des questions politiques car ils sont achetés par un nombre très réduit de joueurs. C'est donc presque toujours le point de vue de la classe dirigeante étatsunienne qui est promu par l'idéologie politique des jeux vidéo. Logique quelque part, puisque plus de 60% des jeux vidéo sont d'origine américaine. Mais, tout comme le cinéma hollywoodien, celui-ci contribue à acculturer et à formater le monde entier à la vision du monde des capitalistes américains.

À noter que les choses peuvent évoluer. Un marché africain, certes encore timide, est en train d'apparaître, ainsi que du côté des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine). Le Japon est plutôt conservateur et isolationniste, refusant autant que possible la sortie à l'international des jeux qu'il produit sur son territoire. En témoignent ainsi les décennies qui ont été attendues avant la sortie de *Dragon Quest* en France. En Europe, les jeux vidéos sont à la fois grand public et généralement ciblés vers les enfants,

donc abordent très rarement des sujets politiques de manière directe.

Impérialisme

La promotion de l'impérialisme est mise en scène dans de nombreux titres, principalement des jeux de tirs à la première personne mais aussi des jeux de stratégie. Il est même possible de percevoir l'évolution de cet impérialisme au travers des différents jeux sortis depuis les années 80. Citons par exemple *Command & conquer : alerte rouge*, un jeu de stratégie imaginant une 3^e guerre mondiale entre les forces de l'Otan et l'URSS, jeu sorti en 1996, ou plus récemment *Battlefield* ou la célèbre série des *Call of Duty*, où un épisode propose pour mission d'aller à Cuba tuer Fidel Castro... Un autre épisode se déroule au Moyen Orient, la « guerre contre le terrorisme » étant un thème prisé ces dernières années. D'une manière générale, ces jeux se déroulent presque exclusivement du point de vue américain contre un des nombreux ennemis fantasmés des USA, qu'ils soient nazis, musulmans ou soviétiques.

D'une manière plus subtile, les jeux de la série *The Sims*, où le bonheur de vos personnages ne croît que si ceux-ci accumulent sans cesse des richesses toujours croissantes et des dépenses en biens de consommation toujours plus luxueux et futiles, font l'apologie du capitalisme. Il semble visiblement inconcevable à Maxis, l'éditeur de ce jeu, que certains Sims puissent aspirer à plus de sobriété ou préfèrent le pratique et l'utile au superflu, voire même puissent être altruistes et faire des dons à leurs voisins moins fortunés lorsque ceux-ci finissent au chômage...

Sexisme

Le sexisme se manifeste surtout par la sous-représentation de personnages féminins. Les rares exemples tel *Lara Croft* sont, sauf quelques exceptions, très marginales et très stéréotypés. Il est à noter que les développeurs visent une cible commerciale principalement composée d'hommes ayant entre 20 et 25 ans... tandis que la moyenne d'âge des joueurs est aujourd'hui de 30 ans et qu'un joueur sur deux est une joueuse ! Aussi, sur les 669 jeux sortis en 2012 en France, seul 4% proposaient un protagoniste féminin, 50% masculin, le reste étant des jeux laissant au joueur le choix du sexe de son personnage. Une des raisons avancées est que les premiers scénarios, pour des raisons techniques, se devaient d'être simples et accessibles. Ainsi le poncif le plus généralement utilisé fut celui de la demoiselle en détresse, le héros devant aller sauver une petite amie/sœur/princesse... Des séries encore très connues aujourd'hui se basent sur ce principe, telles *Mario* ou *Zelda*. Les femmes n'apparaissent ainsi pas sujet mais objet.



Viriliste et guerrier : Kratos dans le jeu *God of War*. DR

Le plus souvent, tout est fait pour séduire un joueur, pensé à tort comme étant systématiquement un mâle hétérosexuel, l'amener à admirer les personnages masculins et fantasmer sur les personnages féminins. Le personnage masculin sait se tirer d'affaire, use de stratagèmes divers et est une représentation idéale de l'homme, allant parfois jusqu'à la caricature comme Kratos de *God of War*. Il est malheureux de constater que des productions récentes usent encore de ce ressort scénaristique comme *Dishonored*, *Pandora's Tower* ou *Asura's Wrath*.

Dans les jeux aux protagonistes féminins, une fois encore, les représentations sexistes se retrouvent de façon éloquent. Ces personnages sont fortement sexualisées, même lorsqu'il s'agit de combattantes, les armures frisent parfois le ridicule et s'apparentent à de la lingerie en acier forgé, façon *Lineage*. Le dernier *Tomb Raider* est également un excellent exemple de ce traitement, car de l'aveu même d'un développeur, l'histoire a été écrite pour « donner envie aux joueurs de protéger Lara » : même si on incarne une héroïne, celle-ci ne dispose pas du traitement que peut avoir un personnage masculin dans un jeu équivalent...

On peut également se confronter à cette misogynie dans les jeux multijoueurs en ligne, ceux-ci ayant à l'époque de leur création quasi-exclusivement été joués par des hommes. Confrontées à des situations malsaines de harcèlement et blagues sexistes très lourdes, les joueuses ont pu, et peuvent encore, faire semblant d'être des joueuses afin d'être tranquilles... Le comportement des joueurs face à une joueuse est également éloquent, et il n'est pas rare de voir un homme prêt à tout pour aider une joueuse en difficulté, ou encore des joueurs incarner des avatars féminins afin d'être assistés et de progresser plus vite dans le jeu.

Dans les grands salons de jeux vidéo, les propriétaires des stands n'hésitent pas à employer des hôtes très déshabillées nommées « babes » pour vendre leurs produits. L'E3, le salon le plus connu y a recours, ce qui a par le passé fait scandale. Mais les revendications féministes pour que cette situation évolue ne sont pas réellement prises en compte par les organisateurs.

Racisme

Le racisme est également présent : les personnages sont majoritairement blancs, à 86%, ce qui ne représente absolument pas la diversité des joueurs. C'est principalement sous forme de sous-représentations ou de stéréotypes comme dans *Resident Evil 5* qu'il se manifeste.

Mais il existe aussi des cas extrêmes de jeux indépendants conçus par des racistes confirmés, comme *Border Patrol* où le but est de tuer des Mexicains qui tentent de passer la frontière américaine, ou *Ethnic Cleansing* développé par un petit studio affilié à un groupuscule d'extrême droite nommé Resistance Record qui propose d'incarner au choix un skinhead ou un membre du Ku Klux Klan pour tuer des Latins, des Noirs et des Juifs. Sans commentaire...

Évolution ?

Le jeu vidéo évolue pourtant de façon positive, la composition actuelle du public n'y étant pas étrangère puisque désormais le jeu vidéo brasse l'ensemble de la population. Du côté des héroïnes, les choses évoluent, lentement certes. Citons *Remember Me*, *Mirror's Edge* ou plus anciennement *Beyond Good&Evil* où il est possible d'incarner un personnage féminin bien éloigné des poncifs habituels. Enfin, au niveau du public, une prise de conscience commence à émerger : ces derniers temps, de nombreux articles que l'on peut trouver sur Internet témoignent de la prise de parole des joueuses qui revendiquent des jeux plus féministes, comme sur le blog *Machisme Haute Fréquence*, les vidéos *Feminist Frequency* d'Anita Sarkeesian et sur le site *Bitch Flicks*.

Il en va de même pour les LGBTI, dont la situation est malheureusement aisée à décrire puisque à l'exception de Bioware ayant édité la série *Mass Effect*, il n'existe aucun studio et éditeur majeur qui intègre ouvertement des relations amoureuses et sexuelles entre les personnages qui ne soient pas hétéro-normés. Une fois encore les développeurs sont pris par la pensée dominante et leurs propres clichés, ne souhaitant pas prendre le risque de sortir un jeu sortant du cadre hétérosexuel.



Call of Duty BlackOps : à Cuba contre Castro. DR

La faute aux jeux vidéo ?

L'oppression spécifique de la jeunesse trouve un écho particulier dans ce domaine : les multiples reportages et enquêtes ridicules qui donnent une vision unilatéralement négative du jeu vidéo, reprenant un discours stigmatisant qui fait de la jeunesse une catégorie « en perte de repères » ou « dangereuse ». Ainsi, la moindre tuerie perpétrée est toujours mise en relation avec le passif de joueur du criminel. Or c'est illogique puisque une majorité de la population joue aux jeux vidéo sans commettre aucun acte violent ou meurtrier. Ainsi, il ne viendrait à personne l'idée de faire un parallèle entre le mobile d'un assassinat et le goût prononcé du meurtrier pour les belles lettres...

Heureusement de plus en plus marginale, cette caricature du jeu vidéo est aussi à mettre en lien avec une certaine forme d'élitisme de la culture dominante qui refuse cette contre-culture ludique, considérée puérile par ignorance et mépris.

Une solution existe, critiquer et proposer autre chose. Cela ne demande que deux choses : de la bonne volonté et de l'imagination !

LOGEMENT Des mesures d'épuration sociale



À Aubervilliers (93), les mal-logés refond la déco... PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

Le gouvernement vient de découvrir qu'il y a une crise du logement avec une situation de pénurie qui ne fait que s'accroître malgré les engagements pris...

Le nombre de logements neufs en construction sur les 3 derniers mois est en baisse de 2,7% et reste très éloigné de ce qu'il faudrait pour répondre à la demande. À peine 300 000 dont la construction est engagée, alors qu'Hollande s'était engagé à 500 000 logements par an et ce jusqu'en 2020.

Du coup, deux ministres du gouvernement Valls, Najat Vallaud-Belkacem pour le ministère de la Politique de la ville et Sylvia Pinel pour le Logement, ont présenté en conseil des ministres de nouvelles dispositions censées répondre à cette situation dramatique. Particulièrement remarquables, celles concernant le logement. En effet, la loi ALUR, défendue par Cécile Duflot et qui vient à peine d'être adoptée (les décrets d'application ont été validés en mars 2014), se voit déjà en partie remise en cause officiellement par Valls. « Foin d'idéologie, de l'efficacité... » déclare-t-il pour annoncer des « modifications » au nom du fait que le secteur du BTP est en difficulté, et que la construction de logements est au point mort. Ces modifications visent directement à favoriser le marché de l'immobilier. « Nous avons besoin que nos entreprises puissent aussi investir... »

Disperser la pauvreté

La politique de la ville est, elle, revue à la baisse et réorientée. On est passé de 2300 quartiers visés à 1300 seulement repérés dans 700 communes. Près de 300 communes ne bénéficieront plus des financements de l'État. Plus précisément, un ciblage de 200 quartiers a été fait, quartiers qui relèveront des moyens financiers de l'ANRU (Agence nationale de rénovation urbaine) : l'objectif annoncé est non plus de reconstruire des tours en lieu et place de celles qui ont été démolies, mais de désenclaver les quartiers mais aussi les esprits!

Il n'est plus question de lutte contre la pauvreté, de s'attaquer aux problèmes de la population la plus défavorisée en mettant le maximum de moyens pour garantir l'accès au logement social, mais bien de disperser la pauvreté à un niveau non visible. Tout cela au nom d'une « mixité sociale » et de l'accession à la propriété, une autre façon de dire l'épuration sociale en cours dans les quartiers en rénovation. Une façon bien particulière de relancer le marché de l'immobilier et de porter secours aux entreprises du BTP.

JMB

Débuté vendredi 4 juillet par la grève, le festival d'Avignon a bel et bien confirmé la détermination des intermittentEs et des précaires.

Le gouvernement pensait avoir trouvé le moyen de diviser durablement le mouvement entre intermittentEs et précaires. Le report du « différé d'indemnisation » et une concertation jusqu'en décembre sur le régime spécifique d'assurance chômage devaient avoir raison de la mobilisation qui, depuis fin mars, exigeait du gouvernement qu'il n'agrée pas le scandaleux accord Unedic conclu entre le Medef, la CFDT, la CFTC et FO. C'est raté. Le leurre de Valls n'a pas pris et l'agrément rendu public le 26 juin a été considéré, à juste titre, comme une véritable et nouvelle provocation.

Le spectre de 2003

L'entreprise de division du mouvement était pourtant rondement menée : il fallait, pour le gouvernement, isoler les précaires des intermittentEs et les grévistes et non-grévistes. Le gouvernement espérait d'ailleurs jouer des facteurs objectifs qui rendent complexes la question de la grève dans le spectacle vivant. Ne pas jouer un spectacle répété pendant plusieurs semaines, c'est parfois condamner le spectacle à ne pas connaître de reprises ; c'est renoncer à des cachets lorsque ceux-ci sont, on le sait, comptés et difficiles à gagner ; c'est prendre le risque de ne pas pouvoir bénéficier du régime spécifique d'assurance chômage des intermittents, etc. Valls voulait à tout prix empêcher que la mobilisation ne touche les festivals, à commencer par celui d'Avignon. Le souvenir de son annulation en 2003 a durablement marqué les esprits. La grève fut dure, les tensions fortes, la bataille perdue par les

INTERMITTENT-E-S ET PRÉCAIRES

L'épreuve de force



À Avignon... DR

intermittentEs (l'application de l'accord de 2003 fut une catastrophe sociale) mais la grève a sans aucun doute contribué à dissuader le patronat et les différents gouvernements de réattaquer les intermittentEs pendant plus d'une décennie. C'est que les festivals génèrent de très fortes retombées économiques.

«In» ou «Off», c'est la grève!

Le gouvernement craignait donc qu'après « Le Printemps des comédiens » à Montpellier (en grève du 3 au 29 juin) et de nombreuses autres manifestations culturelles, Avignon ne soit, à son tour, annulé. Par son histoire et sa notoriété, ce festival occupe une place décisive dans la vie artistique. Créé par le metteur en scène et comédien Jean Vilar en 1947, le festival d'Avignon comprend depuis la fin des années 1960 deux manifestations. L'une officielle, le « In », est le fruit d'une programmation et

comprend plusieurs dizaines d'événements (180 000 billets délivrés l'an passé). L'autre, le « Off », ouvert à qui veut jouer (et qui a les moyens de louer une salle) propose plus de 1 000 spectacles (et des centaines de milliers de places vendues). La fébrilité du pouvoir était ainsi palpable. Dans un article du *Monde*, la veille de l'ouverture, la ministre de la Culture, Aurélie Filipetti, appelait les intermittentEs à saisir la chance qui leur était supposément donnée : ils devaient renoncer à la grève... ce qu'ils ne firent pas ! Le vendredi 4 juillet, les salariés du « In » ont voté la grève et les deux spectacles d'ouverture ont été annulés. Le 7 juillet, c'est au tour des compagnies du « Off » de rentrer dans la danse : 86 compagnies en grève, 10 ont joué en reversant leurs revenus à la caisse de grève, et une centaine ont annoncé les raisons de la mobilisation avant, pendant ou après leur spectacle.

Pas de vacances des luttes

Valls a donc échoué. Preuve en fois encore de l'incompréhension manifeste du gouvernement. Il ne comprend pas que ce mouvement

n'a pas pour objet central la question culturelle mais celle des droits sociaux, pas plus qu'il n'en saisit la radicalité, la détermination, l'intelligence collective. Assurément, la mobilisation ne faiblit pas. Elle a surmonté, pour l'heure, les divisions. Elle impose son propre agenda, alternant journées de grève (le 4, le 7, le 12, etc.), actions, manifs, AG. Elle se construit au jour le jour et ne cesse de se renforcer, riche des obstacles surmontés, des expériences communes, de l'expertise collective et du chemin parcouru. Un texte, signé par plusieurs centaines d'artistes du festival, paru quelques jours avant son ouverture, affirmait : « Nous faisons l'hypothèse que ce mouvement est un commencement ». L'hypothèse est vraisemblable, tant en effet s'articulent la création de rapports de forces immédiats, le futur proche de la rentrée sociale et la construction d'une perspective d'ensemble afin de mettre en échec le projet de société Valls/Gattaz. Les intermittentEs et les précaires donnent l'exemple : il n'y aura pas de vacances des luttes et, par là, aucune trêve estivale pour ce gouvernement.

Olivier Neveux

MÉDIA Là-bas si j'y suis... plus?

En supprimant de sa grille des programmes de la rentrée l'émission « Là bas si j'y suis », France Inter marque un nouveau pas dans sa politique de normalisation de l'antenne.

Depuis 25 ans, l'équipe de Daniel Mermet – par ailleurs fortement contesté par certains de ses collaborateurs pour son autoritarisme – avait permis aux très nombreux auditeurs de l'émission de pouvoir s'exprimer sur le fameux « répondeur », pour pousser des coups de gueule ou pour annoncer une mobilisation, un rassemblement, un café débat...



DR

Libre expression

Atypique dans son ton et par les sujets de contestation sociale qu'elle abordait, « Là-bas si j'y suis » avait également permis de

mobiliser ses auditeurs qui poursuivaient les débats en impulsant des collectifs qui furent créés au quatre coins de la France... Cette libre expression et cette interactivité permanente

sont aux antipodes des pré-occupations de la nouvelle direction de France Inter. L'émission, on s'en souvient, avait déjà subi une première attaque en étant réduite à une heure, et

programmée à une plage horaire de moindre écoute... Les auditeurs avaient suivi cette migration forcée. Aujourd'hui, ce sont près de 300 000 d'entre eux qui se sont manifestés pour exprimer leur mécontentement. Samedi 5 juillet, plusieurs centaines de personnes se sont retrouvées devant la maison de la radio pour exprimer leur colère, et la mobilisation ne fait que commencer.

Attachés à la liberté d'expression et hostiles à toute censure, le NPA appelle à s'associer à toutes les initiatives pour sauver « La-bas si j'y suis ».

Alain Pajolat

NOTRE-DAME-DES-LANDES

Contre l'aéroport, pour un autre monde

Le rassemblement des 5 et 6 juillet à Notre-Dame-des-Landes a été un nouveau succès des opposantEs à l'aéroport. Ce sont en effet plusieurs dizaines de milliers de personnes venues de toute la France qui se sont retrouvées pour dire « l'abandon c'est maintenant »!

Le rassemblement festif et populaire, sous le ciel des convergences, a plus que jamais placé la politique au centre de ce rendez-vous estival. La question des alternatives a donc occupé une

place centrale dans la cinquantaine de débats qui ont fait le plein. Une radicalité palpable d'un mouvement qui, sans relâcher sa vigilance vis-à-vis du pouvoir et du patronat, se projette plus que jamais dans l'après, qu'il s'agisse de

SITL EX-FAGORBRANDT (LYON) **Amère victoire**

Depuis l'arrêt de la production, puis le dépôt de bilan de leur usine, les trois quarts des 400 salariéEs de la SITL se sont réunis régulièrement en assemblée générale (malgré leur renvoi chez eux en chômage partiel, avec perte de salaire de 10 à 20%). Ils ont manifesté chaque semaine de novembre à mai, dans l'unité syndicale CGC-CGT-FO-SUD...

Le 18 juin, le tribunal de commerce a choisi un groupe sino-américain comme repreneur : un choix dicté par le ministère de Montebourg, pour qui l'offre de Cenntro était la « seule » qui « permet d'assurer des perspectives industrielles crédibles et de sauvegarder la totalité des emplois ». Il prétendait ainsi répondre à la détermination des travailleurEs dans leur lutte pour le maintien de tous les emplois. C'est une victoire, même si 80 salariéEs seulement ont pour l'instant repris le travail : la moitié des travailleurEs restent au chômage partiel (et peut-être demain en formation), encore plus d'un an, au frais de l'État ! Mais c'est une victoire amère...

Fin mai, la moitié des salariéEs assignait Fagor devant le tribunal, pour vente frauduleuse de leur usine en 2011. L'objectif de cette vente, qui couvrait la délocalisation des lave-linge en Pologne, était de sortir l'usine du groupe Mondragon (groupe espagnol auquel appartenait FagorBrandt) et de faire ainsi payer les licenciements par la collectivité.

Des millions de fonds publics

Le préfet de Rhône-Alpes a accusé l'avocat des salariéEs « de détruire des emplois » et lui a même demandé d'abandonner la procédure ! Pourquoi ce futur procès fait-il si peur ? Parce que cette réindustrialisation factice – qui a conduit, avec la faillite de FagorBrandt, au dépôt de bilan de la SITL – a été couverte par le représentant du gouvernement : celui-ci a en effet participé à l'inauguration de la nouvelle société en septembre 2012 et versé plus de 2 millions d'aides publiques, main dans la main avec le maire de Lyon (PS) et la vice-présidente de la Région à l'emploi (PCF)... De plus, les questions de l'avocat des salariéEs au nouveau repreneur restent sans réponse : Cenntro ne veut ni donner ses comptes (localisé dans un paradis fiscal, il n'est pas obligé d'en tenir !) ni s'engager sur le maintien à Lyon de la fabrication des véhicules utilitaires électriques.

Les millions de fonds publics auraient mieux servi au maintien de la fabrication de lave-linge à Lyon. Un projet de reprise, porté dans un premier temps par l'Intersyndicale, le prévoyait en économie circulaire, c'est-à-dire en réutilisant les composants récupérables sur les machines à laver usagées. Concevoir des appareils durables et relocaliser la production, cette idée n'a pas reçu le soutien nécessaire : ni des travailleurEs, qui doutaient de leur capacité à monter une coopérative, ni des pouvoirs publics, qui sur l'écologie ne font que des discours, ni du mouvement social, qui ne s'est pas emparé d'une lutte qui mêlait pourtant sauvegarde de l'emploi et de l'environnement.

Correspondante



DR

DECAZEVILLE (12)

Les postiers ne lâchent rien !

Les postierEs de la plateforme de distribution du courrier d'Aubin dans le bassin de Decazeville en Aveyron sont en grève depuis le 16 juin 2014, plus de trois semaines !

Ils exigent des recrutements pour combler les postes vacants et le respect d'un accord de 2011 prévoyant une indemnité lors du remplacement de collègues absentEs. Rendant caduc cet accord, la direction veut faire travailler gratuitement les postiers. Depuis sa création en 2008, passant de 72 à 58 salariéEs, les effectifs ne cessent de diminuer sur la plate-forme.

Intransigeance contre solidarité

La solidarité autour du mouvement est remarquable : le bassin de Decazeville se mobilise pour les postiers. Les piquets de grève autour



DR

du centre de distribution sont tenus conjointement par les postierEs et des usagerEs militants du voisinage. Ces derniers bloquent les camions anti-grève collectant le courrier auprès des mairies, et empêchent ainsi La Poste d'utiliser ces motifs pour sanctionner les grévistes. Plusieurs rassemblements de solidarité ont déjà eu lieu. À l'appel de la CGT, de la FSU et d'un collectif « tous ensemble », près de 400 personnes se sont mobilisées samedi 5 juillet, avec un barrage

filtrant sur la route nationale. Jusqu'à présent, la direction de La Poste se mure dans son intransigeance, faisant appel à la police et à des huissiers. Elle avait, jusqu'au 8 juillet, refusé la médiation de la préfecture, acceptée par la CGT. Pendant ce temps, la grève tient, bloquant réellement le courrier dans toutes les communes aux alentours. Ancienne ville minière, Decazeville a la réputation d'être enclavée : l'heure est au désenclavement de la solidarité avec les postiers !

CorrespondantEs

AGRICULTEURS

Les revenus s'effondrent

Après trois années de hausse, le revenu des agriculteurs a plongé en 2013, de 35% selon l'INSEE, de 22% selon le ministère de l'Agriculture (qui exclut de ses chiffres les plus petites exploitations). Hormis 2009, c'est le niveau de revenu le plus bas depuis 1993.

Les agriculteurs subissent la hausse du prix de leurs intrants (notamment les engrais et l'alimentation animale) alors que leurs prix de production baissent globalement.

Même si les revenus des gros céréaliers baissent fortement cette année, les inégalités sont très importantes entre agriculteurs. Si le revenu moyen s'approche de 2500 euros, environ un quart des agriculteurs gagne moins que le Smic.

Les subventions perçues par les agriculteurs baissent à nouveau cette année, alors qu'elles devraient logiquement compenser leur manque à gagner. Et il y a un vrai risque que le jeu de la concurrence « libre et non faussée » élimine les agriculteurs les plus fragiles et détruise l'agriculture familiale (promue longtemps pour des raisons électorales) au profit des grandes exploitations.



PHOTO THÉRIÈRE ROUGE / FRANK HOUIGATTE

Endettement et suicide

Depuis une dizaine d'années, les agriculteurs subissent des fluctuations importantes de leur revenu d'une année sur l'autre. Ils vivent dans la peur, le stress, d'autant plus que leur endettement (et notamment celui des plus jeunes) augmente. Un agriculteur se suicide tous les deux jours. Les intérêts de la grande majorité des agriculteurs, les paysans, divergent radicalement des gros exploitants défendus par la FNSEA. Ce syndicat réactionnaire mobilise en outre actuellement contre la limitation de l'utilisation de pesticides (à proximité des écoles), au mépris de la santé publique. Une fracture de classe oppose ainsi ceux qui vivent uniquement de leur travail et ceux qui surexploitent des travailleurs agricoles.

Il faut exproprier ces agriculteurs capitalistes et garantir un revenu minimal de 1700 euros par mois pour tous (avec des prix administrés stables et une redistribution radicale des aides). Il faut également encourager les paysans à se regrouper (mutualisation des outils, exploitations collectives, etc.) et à faire de la qualité avec des méthodes qui préservent l'environnement. Pour satisfaire les besoins de la population, nous avons besoin d'une agriculture socialiste, non productiviste, et avec plus de paysans.

Gaston Lefranc

l'après-projet ou de l'après-capitalisme. Les débats sur l'avenir de la ZAD, les échanges autour de l'écologie radicale, les enjeux climatiques ou la souverainement alimentaire ainsi que le thème central du meeting « *Quels projets utiles pour l'humanité ?* » se situaient notamment dans cette perspective.

Plus qu'un rassemblement annuel contre un aéroport, les manifestations estivales sur la ZAD s'apparentent à une université d'été des alternatives sociales et écologiques. La cité politique a été particulièrement fréquentée par un public avide de découvertes, d'échanges et de débats. Les militantEs du NPA ont pris toute leur place dans l'organisation, l'animation, la programmation de l'événement. Outre le débat sur l'anti-productivisme et l'anticapitalisme, notre porte-parole Christine Poupin est intervenue dans le cadre du meeting central.

Un creuset de la convergence des luttes

La ZAD est devenue le creuset de cette convergence. Des militantEs contre la réouverture des mines d'or du Limousin y rencontrent ceux qui se battent contre les mines d'or de Roumanie. Les No-TAV y rencontrent les opposantEs au TGV Sud-Ouest. Il s'agit pour ces militantEs de partager leurs modes d'actions et de résistance pour construire des actions et des campagnes communes. Une convergence qui s'étend désormais au-delà du refus des grands projets inutiles imposés.

Ainsi, les questions d'emploi et de précarité ont mobilisé le monde syndical et au-delà. Ces deux jours ont aussi été marqués par le forum des intermittentEs du spectacle, la présence des travailleurEs en lutte de la Seita de Carquefou, ou le rassemblement des militantEs

CGT 44 opposés à l'aéroport. En lien avec l'actualité récente, l'édition 2014 a par ailleurs également mis l'accent sur la criminalisation syndicale et politique, ainsi que sur les violences policières. Ce rassemblement particulièrement riche en débats et en perspectives marque une étape supplémentaire dans la construction du rapport de forces contre le patronat local, Vinci et le gouvernement, cela à une étape charnière de la lutte. Charnière car la situation est incertaine et contrastée. Des tentatives d'expulsions ont toujours cours sur la ZAD et la criminalisation du mouvement est particulièrement violente, qu'il s'agisse de la répression policière ou judiciaire.

Mais dans le même temps, le projet n'a jamais été aussi fragile. Les travaux sont gelés depuis deux ans et l'opposition ne cesse de se renforcer et de cristalliser



DR

les mécontentements face à un gouvernement de plus en plus discrédité. Il faut donc rester vigilant. Le combat continue ! L'abandon ne sera effectif

que lorsque la déclaration d'utilité publique aura été abrogée. D'ici là nous ne lâcherons rien !

Sandra Cormier

Du 24 au 27 août



BIENVENUE À VOTRE



Qui sommes-nous ?

Le NPA veut regrouper les anticapitalistes sur une base d'indépendance vis-à-vis des institutions et des partis qui les gèrent, pour la transformation révolutionnaire de la société. Un parti pour le socialisme, écologiste, féministe, internationaliste, démocratique. Le capitalisme est basé sur la propriété privée des principaux moyens de production, d'échange, de communication, et sur l'exploitation de la majorité de la population par une classe dominante minoritaire et parasitaire. Il n'est ni amendable ni réformable. Ce ne sont pas les besoins des populations qui guident la marche de la société mais la recherche du profit. La course à la compétitivité et le productivisme exacerbé accentuent la crise écologique et le désastre social qui entraînent la détérioration des conditions de vie et de travail. Les financiers, les grands patrons, et les politiques à leur service, conduisent le monde dans une impasse: récession économique, chômage, pauvreté, famine... La démocratie est étouffée. La montée des forces réactionnaires, dont les intégrismes religieux, développe les préjugés nationalistes, racistes, sexistes et homophobes, et annonce de nouvelles menaces de guerres contre les peuples. Pour défendre les acquis, gagner de nouveaux droits, il faut en finir avec la domination des classes capitalistes et des États à leur service, pour construire un socialisme du 21^e siècle. Le système financier, les services essentiels à la vie, les grandes entreprises, devront être socialisés sous le contrôle des travailleurs et de la population, qui en assureront la gestion dans le cadre d'une planification démocratique. La production et la répartition des richesses pourront alors bénéficier à la société tout entière. Une telle réorganisation de la société nécessite la conquête du pouvoir par le monde du travail, la majorité, qui prendra en charge la marche de la société, la gestion des affaires publiques, instaurant une vraie démocratie à tous les niveaux et dans tous les domaines de la société. Parce que, comme Marx, nous sommes convaincus que «l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes». **Pour nous rejoindre, contactez-nous: ecriture@npa2009.org**

PHOTO THÈQUE ROUGE / FRANK HOULGATTE



DÉBATTRE
PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB



CHANTER L'INTERNATIONALE
PHOTO THÈQUE ROUGE / ALICE D

Les Nôtres

Daniel, Yoplait, nous a quittés



DR

Daniel Kula est brutalement décédé, à 57 ans, des suites d'une opération chirurgicale. Il vivait à La Courneuve en Seine-Saint-Denis, dans la maison familiale construite par son père, un maçon d'origine polonaise. Il avait rencontré la LCR en 1974, alors qu'il était lycéen à l'école Bouille, et s'y est engagé à fond pendant 25 ans. De la lutte contre la réforme Haby jusqu'aux mobilisations contre l'extrême droite, en passant par les occupations du DAL, il a donné de son savoir-faire, de son engagement, de ses qualités graphiques et artistiques pour la cause qu'il avait choisie. Et tout cela avec la gentillesse et le sourire qui était sa marque de fabrique. Pour nous il était Yoplait. Et rien d'autre. Depuis les années 2000, il avait pris de la distance avec l'engagement militant, mais n'avait rien cédé de ses convictions. Il y a peu il disait encore sa disponibilité pour les combats d'aujourd'hui. Adieu Yoplait, la trace que tu as laissée n'a pas été vaine. **JMB**



RENCONTRER NOS INVITÉ-E-S
PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

EN ACHETER ET EN LIRE
PHOTO THÈQUE ROUGE / ALICE DESHAYES



BOIRE UN COUP ET CAUSER
PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB



FAIRE LA FÊTE
PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB



COMPRENDRE
PHOTO THÈQUE ROUGE / ALICE DESHAYES

Plus d'informations et inscriptions:
<http://npa2009.org/agir/universite-dete-2014>

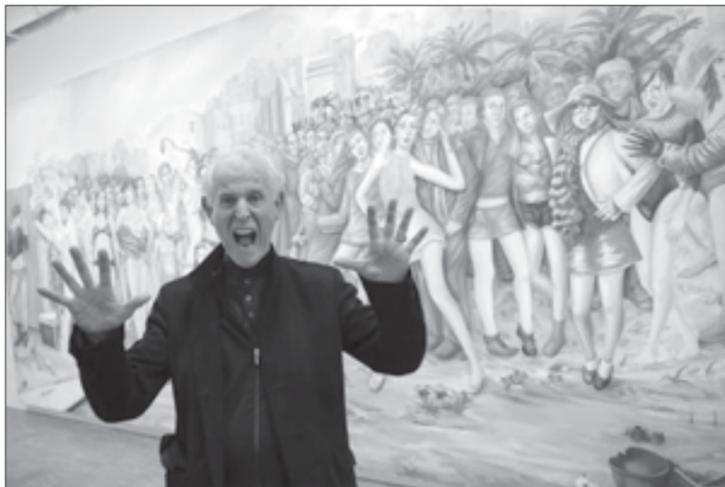
Exposition

Martial Raysse, rétrospective 1960-2014

Au centre Pompidou, jusqu'au 22 septembre.

Une rétrospective en forme de réhabilitation pour cet artiste français, internationalement connu pour ses créations des années 60, puis boudé par le système de l'art et les institutions pendant 30 ans, à l'inverse des Andy Warhol ou David Hockney...

Les années Pop : période d'une inventivité débridée pendant laquelle Martial Raysse côtoie, devance (?) les maîtres du pop art américain : Andy Warhol, Roy Lichtenstein ou Tom Wesselmann, auxquels il est souvent assimilé, à tort : ici nulle Marilyn mais la femme anonyme, coiffure et maillot de bain à la mode publicitaire de l'époque. Un précurseur qui s'essaye à tout avec audace et expérimente de façon subversive : grandes toiles peintes de grands aplats de couleurs primaires ou complémentaires passées parfois à l'aérosol, encollées de reproductions photographiques d'odalisques de Matisse, Ingres, etc. Les références sont nombreuses, irrévérencieuses et leur coloriage décapant. Il casse le châssis de la toile, le tord, incruste des objets, des néons ou des projections de films dans la toile qui se répand sur le mur et le sol. Maître des assemblages de matériaux et objets hétéroclites, entre reliquaires chamaniques et bricolages surréalistes, initiateur des installations telle « Raysse Beach », ensemble de grands portraits de femmes à la plage, parasol et serviette de bains sortant de



la surface, avec au sol du sable et, bien avant Jeff Koons, des jouets gonflables et un juke-box.

Protéiforme, imprévisible et dérangeant

Autodidacte niçois, benjamin des Nouveaux réalistes autour d'Arman, Klein, Hains, Villeglé, Tinguely, Spoerri, il s'en éloigne rapidement car aux objets

usagés de leurs assemblages, il préfère l'instantanéité des objets neufs quotidiens en plastique aux couleurs rutilantes. Passionné par la culture de masse, ses œuvres s'inscrivent dans la critique de « la société du spectacle ». Un parcours international : Milan, Amsterdam, Tokyo, puis l'Amérique. Il vit à New York et à Los Angeles, période très productive, où il découvre

le cinéma underground. Il s'y essaye de façon poétique et humoristique dans *Jésus Colas*, critique de la société de consommation, ou usant à l'excès d'effets de colorisation et de solarisation dans un film expérimental déroutant, *Le grand départ*.

La césure de 68... Raysse rentre en France pour participer activement aux « événements » de 68. Dégoûté par le pop art et sa récupération commerciale, il n'en reconnaît plus la radicalité critique. Il arrête donc volontairement ce type de pratique et se met en retrait pour se réappropriier patiemment des techniques de peinture traditionnelles : le pastel, la détrempe ou l'acrylique. Il réapparaît dans les années 90 avec des paysages singulièrement centrés sur des gros plans parfois mythologiques, et dans les années 2000 avec des peintures monumentales, groupes de personnages grandeur nature, singulière et chaotique accumulation d'individus tragi-comiques, et toujours avec ses portraits de femme légèrement décalés. Les couleurs se réactivent progressivement pour revenir récemment aux couleurs crues de ses débuts.

On redécouvre Martial Raysse : après avoir été un des plus brillants précurseurs de la déstructuration des supports de l'art, peut-être est-il aussi un visionnaire du retour actuel à la peinture ? Un grand artiste protéiforme, imprévisible et dérangeant, à voir surtout pour les années 60, même et surtout si on est allergique au pop art.

Ugo Clerico

Cinéma



Under the skin de Jonathan Glazer. Avec Scarlett Johansson. Sortie le mercredi 25 juin.

Under the skin est peut-être un film de science-fiction et un conte philosophique mais il est avant tout une exploration et une explosion visuelle et musicale. Jamais image et son n'avaient autant été liés. D'ailleurs, la compositrice Mica Levi a donné en live la musique du film accompagnée des images du film et c'est le réalisateur Glazer qui dut alors saturer ses images en fonction des embaardées de la musicienne. La musique synthétise le film : pénétrante, viscérale, cosmique et surtout « originale » (comme jamais entendue).

Une autre lecture du film consiste à découvrir le monde « civilisé » à travers les yeux de l'extraterrestre Scarlett Johansson, puis de découvrir avec elle ce corps d'emprunt qui vise à attirer des proies vers des portes où se cachent la matrice nourricière des « aliens ». Au passage, l'actrice stupéfiée encore dans le don de sa nudité sans fard ni apprêt. L'alien finira par vouloir devenir ce qu'il ou elle imite, glissant d'une froideur « space » à une certaine conscience humaine et aux émotions. Elle/il commence par sauver sa dernière proie du piège et s'ensuit une double chasse à l'homme. Les aliens veulent récupérer leur créature tandis que dans sa fuite vers l'humain, l'alien va tomber sur un prédateur sexuel.

Under the skin révélera le mystère de son titre dans les montagnes enneigées d'Écosse sous les coups de la barbarie humaine. La noire fumée finira par altérer la blancheur des flocons dans une dernière image subliminale.

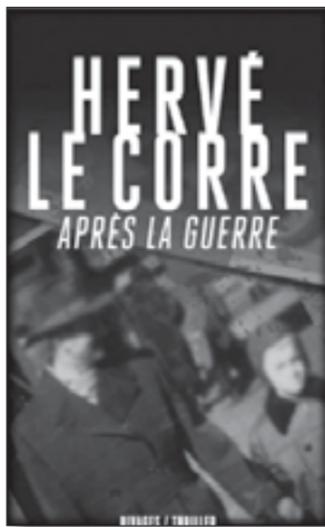
Du cinéma, sans 3D, comme il ne s'en fait plus, où le fantastique côtoie la vie ordinaire pour un film ovni qui n'aurait jamais été projeté en salle sans la présence de Scarlett Johansson. Merci à elle. Sylvain Chardon

Littérature

Après la guerre

Hervé Le Corre, Rivages, 2014, 19,90 euros.

Un ancien déporté vient régler ses comptes à Bordeaux. Dix ans après la guerre, il va assassiner un par un ceux qui l'ont trahi. Le commissaire Darlac, flic opportuniste qui a su retourner sa veste à temps, sait qu'il risque de figurer parmi les prochaines victimes. Hervé Le Corre nous montre cette ville de province bourgeoise et discrète, celle dont Papon fut préfet, sous un jour particulièrement sombre, avec ses notables corrompus et ses bas fonds. En arrière-plan se déroule la guerre d'Algérie où de jeunes appelés vont



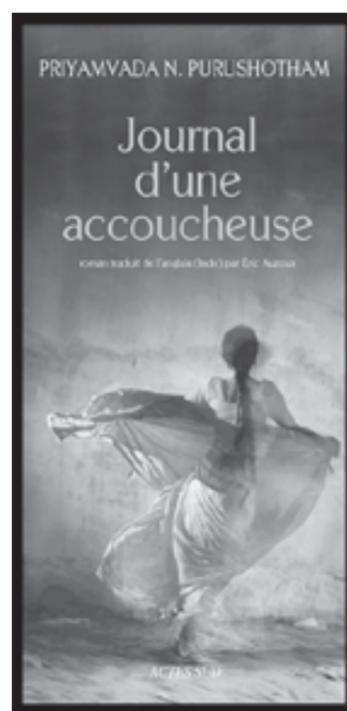
commettre des crimes qui n'ont rien à envier à ceux des occupants nazis. Un roman très noir aussi, et très violent, qui laisse peu de place à l'espoir.

Gérard Delteil

Journal d'une accoucheuse

Priyamvada N. Purushotham, Actes Sud, 2014, 21,80 euros.

Après des études à l'étranger, la narratrice revient à Madras-Chennai pour exercer son métier de gynécologue. Elle confie les histoires de quelques-unes de ses patientes, comme Zubeida,



mariée à un musulman très religieux. Ce dernier fait l'amour, comme il prie, c'est-à-dire plusieurs fois par jour, mais c'est elle qui osera demander à son médecin un moyen de contraception. Mère de trois garçons, elle voudrait pourtant une fille pour l'élever différemment. D'autres personnages complètent le tableau, telle Meega qui espère un garçon pour avoir la reconnaissance de sa belle-famille, ou Tulsî, femme libre mais qui ne peut avoir d'enfant...

Un roman écrit avec beaucoup de délicatesse et non dénué d'humour, sans misérabilisme, sur le poids des traditions, le patriarcat, la conception, la maternité. Il parle de ces femmes avec leurs rêves, leurs espoirs, leurs petites victoires, ancrés dans l'Inde d'aujourd'hui, et en même temps tellement universels.

Christine Schneider

Essai

Changeons d'agriculture, réussir la transition

Jacques Caplat, Actes Sud, 2014, 17 euros.

Pour ceux de plus en plus nombreux qui ne comprennent pas pourquoi on continue à « marcher sur la tête » et à faire tourner un système agricole délétère, tant pour les agriculteurs que pour les consommateurs, voilà 150 pages de réponses à leurs questionnements, fournies par Jacques Caplat dans la très intéressante collection grand public Domaine du Possible.



sur le modèle du Nord, ce ne sera pas possible : le système dit « conventionnel », qui agrège agriculture

intensive, consommation abusive de viande, pesticides, engrais, sélection des semences, OGM, mécanisation..., mène à la destruction des sols, à la misère des paysans surendettés, à l'abolition de l'autonomie alimentaire pénalisant tout particulièrement le Sud, à une alimentation vide de substance et de goût. Ce système « conventionnel », encore largement majoritaire, vit grâce à des subventions, en proportion supérieures à sa part dans la production.

Un autre monde est possible qui n'est pas celui du retour à l'araire et à la houe : la science permet d'envisager une transition agricole réaliste, efficace, qui nourrira l'humanité, suffisamment et

qualitativement. L'agriculture biologique, ce n'est pas l'agriculture conventionnelle sans la chimie : c'est une autre agriculture fondée sur la prise en compte de l'écosystème local, des semences adaptées, des cultures complémentaires, de la reforestation, de la mixité élevage/culture, des techniques adaptées à la main-d'œuvre et non à la mécanisation, une solidarité du monde paysan et du monde urbain et entre fermes, et bien sûr un autre mode de consommation. Il est temps de réagir dans nos pratiques quotidiennes, que nous soyons producteurs ou consommateurs, cet ouvrage en donne le mode d'emploi.

Catherine Segala

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi :
12 h – 20 h



L'Anticapitaliste | Libre expression

“ Ce dont rêvent Sarkozy et les siens, c'est d'un retour aux privilèges d'Ancien Régime où les puissants sont inatteignables et intouchables ”

Entretien. Edwy Plenel est journaliste, président et cofondateur de Mediapart. Affaires, crise politique... Nous l'avons interrogé au lendemain de la mise en examen de Nicolas Sarkozy.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MILO

Sarkozymis en examen, un tournant dans la vie politique de la droite ?

Un journaliste ne doit jamais se risquer à prédire l'avenir. Déchiffrer le présent suffit déjà bien à son métier. Nous sommes face à un énième épisode du feuilleton des affaires qui cernent Nicolas Sarkozy et son clan. Et ce qu'il en adviendra dépend du jeu des différents acteurs, sans qu'il y ait un seul scénario possible. De Karachi à Kadhafi en passant par Bettencourt et Bygmalion, les trois campagnes présidentielles auxquelles il a directement participé (1995 pour Édouard Balladur, 2007 et 2012 pour lui-même) sont suspectées, de façon documentée, de financements illicites, venant notamment de rétro-commissions sur des ventes d'armes, de millions récupérés auprès de la dictature libyenne et, dans la dernière affaire qui commence à peine, de fausses factures pour détourner l'argent public versé à l'UMP. Les faits sont énormes, par leur ampleur et leur répétition, surtout quand l'on sait que, depuis plus de vingt ans, existe un financement public des partis politiques et des campagnes électorales. Ils jettent un immense discrédit sur le personnel politique concerné, sur son avidité, sur son impunité. Dès lors, la droite est au pied du mur : soit elle coule avec Sarkozy, l'accompagnant dans cette perdition ; soit elle se réveille et se rebelle pour se réinventer un chemin sans lui. L'attitude des principaux dirigeants de l'UMP depuis 2007 permet de douter de leur courage et de leur détermination. D'autant qu'ils ont tous été associés, peu ou prou, à l'extrémisation de la droite sous Sarkozy, cette levée de la barrière qui, hier, la distinguait de l'extrême droite.

Sarkozy se pose en victime du pouvoir judiciaire. Peut-on parler de Berlusconiisation de la vie politique française ?

Tandis que l'extrême droite est installée à demeure, se prenant à rêver de conquérir le pouvoir, la droite est disqualifiée moralement et la gauche est divisée comme jamais.

Nicolas Sarkozy fera tout pour éviter d'avoir à rendre compte des affaires, en utilisant le terrain politique comme un bouclier face aux juges d'instruction. Il va se battre à la manière de Berlusconi, avec toutes les armes de la procédure sur le terrain judiciaire – ce qui est normal – et avec toutes les armes de la démagogie sur le terrain partisan – ce qui se discute. Le sarkoberlusconisme n'est pas nouveau : il sévit depuis 2002, dans la marche consulaire de Sarkozy vers la présidentielle de 2007, puis durant son exercice du pouvoir. Sa caractéristique est de profiter de l'état de dépendance du système médiatique français, notamment ses liens avec l'oligarchie économique, de Bouygues à Lagardère. C'est d'ailleurs sur TF1 et sur Europe 1 que Sarkozy a pu mettre en scène sa riposte médiatique, dans un spectacle hallucinant : celui de journalistes asservis pour calomnier des juges.

Sur le fond de l'affaire, le trafic d'influence et la corruption active qui lui sont reprochés ne sont-ils pas la marque de fabrique d'un système marqué par une très grande personnalisation des pouvoirs ? Dans sa grossièreté et sa vulgarité, où la caricature semble sa vérité, le sarkozysme est le symbole de la dégénérescence des institutions de la Cinquième République qui, en

réduisant la souveraineté populaire au pouvoir d'un seul, dévitalisent la démocratie. Cette dégénérescence ne signifie aucunement leur fin automatique : tout dépend des forces qui sauront s'emparer de cette crise. C'est là qu'il y a tout lieu de s'inquiéter : la dynamique politique actuelle n'est pas dans un sursaut progressiste, d'exigence démocratique et sociale, mais plutôt du côté de l'extrême droite qui espère pouvoir récupérer ces institutions à son profit, à la manière d'un fruit mûr.

Pour se défendre, Sarkozy attaque Claire Thépaut, une juge d'instruction membre du Syndicat de la magistrature. Qu'est-ce que cela t'inspire ?

C'est un nouvel exemple des régressions démocratiques et sociales qu'incarne le sarkozysme. Les fonctionnaires, les enseignants, les magistrats, les policiers, etc., ont conquis depuis longtemps le droit de se syndiquer, de défendre leurs intérêts, d'assumer des conflits internes à leurs institutions. Et c'est un droit fondamental, reconnu par la Constitution. La juge d'instruction en question s'était contentée de déclarer à Mediapart, au lendemain de l'élection de François Hollande en 2012, qu'elle en attendait tout simplement de pouvoir travailler dans le calme, le respect et la sérénité. Elle demandait aussi qu'on arrête de traiter en juges rouges les magistrats qui ne font simplement qu'appliquer la loi, le même code pénal pour tous, sans privilège social. Ce dont rêvent Sarkozy et les siens, c'est en quelque sorte d'un retour aux privilèges d'Ancien Régime où les puissants sont inatteignables et intouchables, toujours impunis.

La garde à vue puis la mise en examen ont donné lieu à une surenchère verbale de la part des amis et défenseurs de Sarkozy (référence à Vichy, etc.). Une réaction ?

Cela ne le mérite pas, tant ces excès disqualifient ceux qui les expriment. Le sarkozysme a toujours fonctionné comme cela, introduisant une violence dans le débat public qui, jusqu'alors, était le registre de la seule extrême droite ou des franges extrémistes de la droite. Il a ouvert les vannes de l'insulte, de l'injure et de la calomnie, et, en ce sens, il a brutalisé la République, hystérisé la politique et créé un climat dont, hélas, profitent aujourd'hui toutes les haines et toutes les peurs. Faut-il rappeler que Mediapart fut qualifié sous la présidence de Nicolas Sarkozy d'officine aux méthodes fascistes ?

Hollande, le pouvoir ne sont-ils pas eux-mêmes déconsidérés par une ambiance délétère qui participe d'une crise politique globale ?

La crise politique est évidemment globale et atteint toutes les familles politiques. Tandis que l'extrême droite est installée à demeure, se prenant à rêver de conquérir le pouvoir, la droite est disqualifiée moralement et la gauche est divisée comme jamais. Bien sûr que le pouvoir socialiste a une immense responsabilité, dans le non-respect de ses propres promesses électorales et dans son alignement sur les exigences du patronat. Mais je ne suis pas certain, au vu des résultats des dernières élections municipales et européennes, que les autres forces de gauche, dans leur diversité, plus ou moins réformistes, plus ou moins radicales, puissent se contenter de condamner ces renoncements sans s'interroger elles-mêmes sur ce qu'elles en font.

En tant que journaliste et citoyen, assumant un engagement démocratique et social dans ma pratique professionnelle, je n'ai cessé d'alerter sur cet état de division des forces, cette absence de sursaut rassembleur et unitaire qui puisse redonner du courage à tous pour éviter le pire. **Propos recueillis par Alain Krivine**

Vu ailleurs

Les Echos

CONDITIONS DE TRAVAIL EN BERNE.

L'intensification du travail

avait stoppé sa progression en France entre 1998 et 2005. Cela n'a été qu'une « parenthèse dans une trajectoire ascendante entamée à la fin des années 1980 », note le ministère du Travail dans une étude mise en ligne hier qui porte sur la période 2005-2013. [...] La direction de l'animation de la recherche (Dares) du ministère l'explique par la conjonction de deux phénomènes : un « rythme accru des changements organisationnels et [...] la plus grande insécurité de l'emploi ressentie par les salariés ». Et la réforme de l'État, serait-on tenté de rajouter, car la fonction publique a été particulièrement touchée par l'intensification. [...] Que ce soit dans le public ou dans le privé, les contraintes physiques ont augmenté depuis 2005. Un salarié sur trois a déclaré, l'an dernier, être exposé à au moins trois types de nuisances physiques (bruit intense, fumées ou poussières, produits dangereux...) contre 32,7% en 2005 et 12,1% en 1984. L'évolution interroge sur les efforts de prévention des entreprises. [...]

Autre élément marquant : l'an dernier, un tiers des salariés ont déclaré subir au moins trois contraintes sur leur rythme de travail, contre 31,6% en 2005 et 5,8% en 1984. Plus de 35% des salariés déclarent être « soumis à un contrôle ou un suivi informatisé », soit 11 points de plus qu'en 2005. Ceci n'est évidemment pas sans lien avec les évolutions technologiques.

Plus généralement, l'usage de l'informatique a progressé « à un rythme rapide », depuis 2005, y compris maintenant dans des secteurs comme le commerce. L'une des tendances marquantes est d'ailleurs que l'intensification du travail n'épargne plus personne, même si les plus précaires et ceux qui subissent des réorganisations sont les plus touchés.

« Les conditions de travail se dégradent », Leïla de Comarmond, les Échos du 2 juillet 2014. Voir aussi « Conditions de travail. Reprise de l'intensification du travail chez les salariés », DARES. <http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2014-049.pdf>

S'abonner à l'Anticapitaliste

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	Hebdo
Hebdo + Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire : _____

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM	
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	Hebdo
Mensuel	Mensuel
Hebdo + Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 6 mois
<input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 20 €
<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 40 €
<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 6 mois
<input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 14 €
<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 30 €
<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 6 mois
<input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 38 €
<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 1 an
<input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org